

## **Interview de Jean Varret, par Benoît Collombat – Cellule investigation de *Radio France***

Mis en ligne le 14 mars 2019

Source : <https://www.franceinter.fr/monde/genocide-au-rwanda-la-faute-de-la-france>

### **Benoît Collombat : Racontez-nous le début de vos discussions avec le régime Habyarimana, nous sommes au début de la guerre, en novembre 1990 à Kigali...**

Jean Varret : Le pays demandait une aide militaire, et là c'était la gendarmerie. Au cours de cette réunion, le chef de la gendarmerie me réclame des armes lourdes. Je lui dis "Mais pourquoi ? La gendarmerie n'est pas faite pour avoir des mitrailleuses" et je refuse. Devant mon refus catégorique, il lance [à ses collaborateurs, NDLR] : "Messieurs, vous pouvez partir, je reste avec le général". Et là, il me dit : "On est en tête-à-tête, entre militaires, on va parler clairement... Je vous demande ces armes, car je vais participer avec l'armée à la liquidation du problème. Le problème, il est très simple : les Tutsis ne sont pas très nombreux, on va les liquider."

### **Il vous dit cela clairement ?**

Oui, il me dit cela très clairement. Je suis horrifié.

### **Vous faites remonter cette information ?**

Bien sûr. Je crois avoir fait un télégramme diplomatique sur la question. Mais je suis sûr que je n'ai pas gardé pour moi cette information.

### **Cette petite phrase du chef de la gendarmerie rwandaise, elle vous fait prendre conscience de quoi ?**

Elle me fait prendre conscience – et cela a guidé toutes mes actions après – d'un risque de massacre. Que l'ennemi soit le FPR (Front patriotique rwandais), oui, que l'ennemi soit le Tutsi, c'est différent. Donc le risque, c'était qu'on retrouve – c'était déjà le cas au XIXe siècle – des massacres ethniques. Cela me paraissait un risque si l'on continuait à soutenir les yeux fermés le président Habyarimana et l'armée des Forces armées rwandaises (FAR).

### **Le risque de génocide était réel ?**

Oui.

### **Quelle réponse avez-vous côté français ?**

Aucune. Mes avertissements n'ont pas été pris en compte. Je n'ai pas été convoqué par le ministre de la Coopération ou par le chef d'état-major des armées (CEMA) pour m'expliquer davantage.

### **Comment comprenez-vous ce silence, à ce moment-là ?**

Je ne le comprends pas très bien. Si ce n'est que j'en déduis que j'ai perdu la confiance de mes chefs en général, politiques ou militaires. Je peux difficilement continuer mon job. Quand j'ai été démis de mes fonctions [en avril 1993, NDLR], je n'ai pas hurlé. Je me suis dit cela faisait partie des risques du métier, et puis tant pis. Je n'ai pas demandé d'explications.

### **Parce que votre avis était minoritaire ?**

Oui. Je suis surpris que d'autres, qui étaient aussi bien renseignés que moi, ne soient pas montés au créneau.

### **En quoi le fait d'alerter sur un risque sérieux de génocide, pouvait être dérangeant... ou gêner ?**

Peut-être que la politique de la France vis-à-vis du Rwanda n'était pas celle-là. Il fallait soutenir le pouvoir en place, pouvoir démocratique, parce que numériquement les Hutus (80 % de la population) étaient plus importants que les Tutsis. En plus, il y avait au travers des Hutus la possibilité de limiter l'expansion anglo-saxonne, ce que j'appelle le complexe de Fachoda. Il est certain que le président Mitterrand avait su convaincre son entourage – et pas que moi – que la lutte contre les anglo-saxons était importante. Donc, les Tutsis formés en Ouganda par des Américains ou des Anglais étaient un ennemi.

### **Revenons sur l'épisode crucial de février-mars 1993. Le 1er RPIMa (Régiment de parachutistes d'infanterie de marine) mène l'opération Chimère en soutien aux FAR. Dans ses mémoires, le général Tausin dit qu'il prend en charge l'armée rwandaise dans une "hiérarchie parallèle". Comment voyez-vous cela ? Un tournant ? Et d'abord, êtes-vous au courant de cette intervention ?**

Non. Et comme vous dites, c'est une hiérarchie parallèle. Je sentais que se mettait en place les hiérarchies parallèles qui n'étaient pas aussi simples qu'avant. Dans les 26 pays couverts par la coopération militaire, mes correspondants ont toujours été très corrects avec moi. Au Rwanda, c'était le cas du colonel Galinié, un gendarme qui était mon représentant sur place et qui très tôt m'avait averti des dangers des massacres. Quand il a été remplacé par un autre, ça a été plus difficile. Là, j'ai senti que son successeur (le colonel Cussac) était télécommandé de façon beaucoup plus indirecte par des hiérarchies parallèles que je ne maîtrisais pas et que je ne comprenais pas.

### **Qu'est-ce que cela implique ces hiérarchies parallèles d'un point de vue opérationnel dans la situation présente ?**

C'est difficile d'avoir une unité de commandement. Avant, c'était très simple, il y avait un chef avec les moyens correspondants. Et là, tout le monde jouait un peu sa carte : l'état-major des armées, l'état-major particulier, la DRM (Direction du renseignement militaire), la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure)... et ça devenait très compliqué. Il faut une unité de commandement et au Rwanda, je ne la sentais plus.

### **Quel était le risque ?**

Le risque, c'est que les avertissements des gens qui disaient "Attention" n'étaient pas écoutés.

### **Vous avez un mot pour qualifier ce groupe de militaires qui soutient le régime de Kigali contre le FPR et les Tutsis...**

Oui, j'appelle ça le lobby militaire. C'est une connivence entre certains militaires qui n'étaient pas majoritaires, mais à des postes-clés que je rappelle : l'état-major particulier, la DRM, l'état-major des armées... Ce groupe, dont je connaissais certains éléments, faisait pression, y compris pour m'évincer de mes responsabilités.

### **Ce groupe a pris la main sur le politique ?**

Je pense que oui. Ils ont été écoutés, ils avaient certainement des arguments et des forces de conviction importante. Ce que je dis, c'est qu'ils n'ont pas su s'incliner devant le pouvoir

politique. Je dirais même que le pouvoir politique n'a pas su les incliner... leur dire : "C'est nous qui commandons".

### **Carrément...**

Mais oui : *Arma cedant togae*. Il ne faut pas que les militaires refusent la primauté de la toge des politiques.

### **Vous dites que les militaires sont allés trop loin ?**

Je le pense. Certains sont allés trop loin. Pas l'institution, mais certains militaires à des postes-clés ont été trop loin.

### **Pourquoi ?**

Parce qu'ils n'ont pas voulu prendre en compte les risques de cette politique de soutien à Habyarimana. De soutien effectif, c'est-à-dire qu'il y a eu forcément des manquements. La coopération avait pour mission d'aider à former, d'équiper, mais certainement pas à combattre. Et je pense que ce que j'appelle le lobby militaire a été plus enclin à aider au combat.

### **Avec le recul, c'est une erreur, des errements, une faute ?**

Malheureusement, l'Histoire a prouvé que c'était une faute, plus qu'une erreur, puisque cela a débouché sur un génocide. Je pense que les avertissements de ce risque étaient assez forts et ils n'ont pas suffisamment pris en compte. Et je le regrette. Il n'y avait pas que moi, la DGSE et d'autres personnes disaient aussi "Attention". Donc, il fallait prévoir et se prémunir contre ce risque. Je pense que la prévision existait, mais que la prévention n'a pas été assez forte.

### **Si certains militaires ont pu agir de cette manière, n'est-ce pas parce qu'ils rencontraient un écho au sein du pouvoir politique dans leur analyse de la situation ?**

Sans doute, je pense que oui. Mais là, il faudrait des preuves, des noms. Et ça devient difficile. En particulier, il faut demander à Hubert Védrine. Il était quand même secrétaire général de l'Élysée et toutes les informations qui montaient au président passaient par lui. Est-ce que ces informations, triées par Hubert Védrine, étaient les bonnes ? Est-ce que lui aussi n'était pas dans le camp des va-t'en-guerre ? Je ne sais pas. J'aurais aimé en discuter avec Hubert Védrine et je n'ai jamais eu l'occasion de le faire.

### **Pourquoi dites-vous que ce départ contraint de votre poste en avril 1993, a finalement été une chance ?**

Parce que je ne suis pas sûr que devant ce lobby civilo-militaire j'aurais été entendu. Donc, j'aurais eu ma part de responsabilité au moment du génocide. J'aurais dit : "Je n'ai pas su me faire entendre; le génocide a eu lieu et je suis mauvais, puisque... j'aurais été co-responsable." Donc je suis parti et avec du recul, heureusement que je suis parti.

### **Cela veut dire que, pour vous, certains responsables français, civils ou militaires, ont une responsabilité ?**

Si toute la lumière se fait là-dessus, je pense que oui. Il y a eu quand même un aveuglement. C'est-à-dire qu'aucun civil ou militaire n'aurait souhaité le génocide. Aucun. Par contre, certains n'ont pas pris le risque au sérieux. Et c'est ça qui est dommage. L'Occident et en particulier la France a une responsabilité dans cette affaire.

### **Pourquoi ces sonnettes d'alarme n'ont pas été prises au sérieux, selon vous ?**

Il faudrait être dans la tête du président et des responsables de l'époque... C'est trop simple de dire "le complexe de Fachoda", c'est superficiel. Pourquoi ? Je n'ai pas la réponse. Il y a eu des

erreurs politiques et des erreurs militaires. Je regrette que le lobby militaire n'ait pas été contré par un lobby civil pour dire "il ne faut pas aller jusque-là".

**Avec le recul, vous vous dites "qu'a fait la France" ?**

Qu'a fait la France pour prévenir le génocide ? Voilà la vraie question. Est-ce que la France a tout fait pour prévenir un génocide ? La France était suffisamment informée sur les risques. Mais est-ce que les politiques et les militaires ont pris ces risques au point de prévenir le génocide ? Je pense que l'intérêt de tous vos travaux, c'est de faire qu'au XXI<sup>e</sup> siècle, ce ne soit plus possible d'arriver jusqu'à ce génocide.

**Pourquoi sortir du silence aujourd'hui ?**

Toujours dans cette optique : je n'ai pas su convaincre du risque d'un génocide. Donc, d'une façon générale, je voudrais que la France et l'Occident, sachent se prémunir contre ce risque.